

Evaluation de l'impact de la crise sanitaire sur les économies ultramarines

Rapport final définitif – 29/05/20

UNE ÉTUDE RÉALISÉE PAR



dme

À LA DEMANDE ET EN PARTENARIAT AVEC



« On ne doit pas tout craindre, mais on doit tout préparer »

Richelieu

Objectifs de l'étude

L'ACCIOM a demandé au cabinet DME de procéder à une évaluation des impacts de la crise sanitaire sur la croissance des économies ultramarines.

Cette évaluation est scindée en deux volets :

1. Le premier a pour objectif de mesurer, pour chaque géographie¹ l'impact du confinement sur l'activité à très court terme puis sur celle de l'ensemble de l'année 2020. Ces évaluations ont été réalisées au moyen de modèles de projection (cf. annexe méthodologique).
2. Le second volet porte sur les stratégies possibles de sortie de crise à moyen terme.

Démarche de l'étude

La qualité des évaluations dépend largement du réalisme et du bien-fondé des hypothèses formulées pour les produire. Afin de fiabiliser les projections, il a été convenu avec l'ACCIOM de réaliser les évaluations de l'impact de la crise sanitaire sur la croissance de l'année 2020 en s'appuyant sur les hypothèses formulées par le réseau des CCI d'Outre-mer qui possède une excellente connaissance du terrain, singulièrement en cette période de crise

Créé en 1986 par Béatrice Bernou et Olivier Sudrie, DME est un cabinet de conseils et d'études économiques spécialisé sur l'Outre-mer. Nous y réalisons principalement :

- Des évaluations de politiques publiques, de programmes et de projets de développement ;
- Des prévisions économiques et financières à court, moyen et long termes.

DME conçoit et développe des modèles permettant de quantifier ses évaluations et ses prévisions.

www.cabinetdme.fr

(1) Géographies couvertes : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Wallis-et-Futuna.

Sommaire

Synthèse..... 3

Volet 1 : Impacts sur l'année 2020

Un recul historique du PIB et de la VA marchande..... 4
 Agir vite pour éviter un risque d'écroulement.....5
 Une menace sur l'emploi marchand8

Volet 2 : Perspectives à moyen terme

Un scénario volontariste de résorption rapide de la crise..... 9
 Une reprise lente qui n'effacerait pas les pertes.....14

Annexes

Annexe 1 : Fiches d'évaluation de l'impact 2020

Grille de lecture des fiches d'évaluation16
 - Martinique17
 - Guadeloupe18
 - Saint-Martin19
 - Saint-Barthélemy.....20
 - Guyane21
 - La Réunion.....22
 - Mayotte.....23
 - Polynésie française.....24
 - Nouvelle-Calédonie.....25
 - Wallis-et-Futuna26

Annexe 2 : Méthodologie de l'évaluation.....27

Contact pour cette étude : olivier.sudrie@cabinet-dme.fr

Rapport final, version définitive au 29 mai 2020

Rapport final, version provisoire au 16 mai 2020

Rapport intermédiaire, version 2 au 11 mai 2020

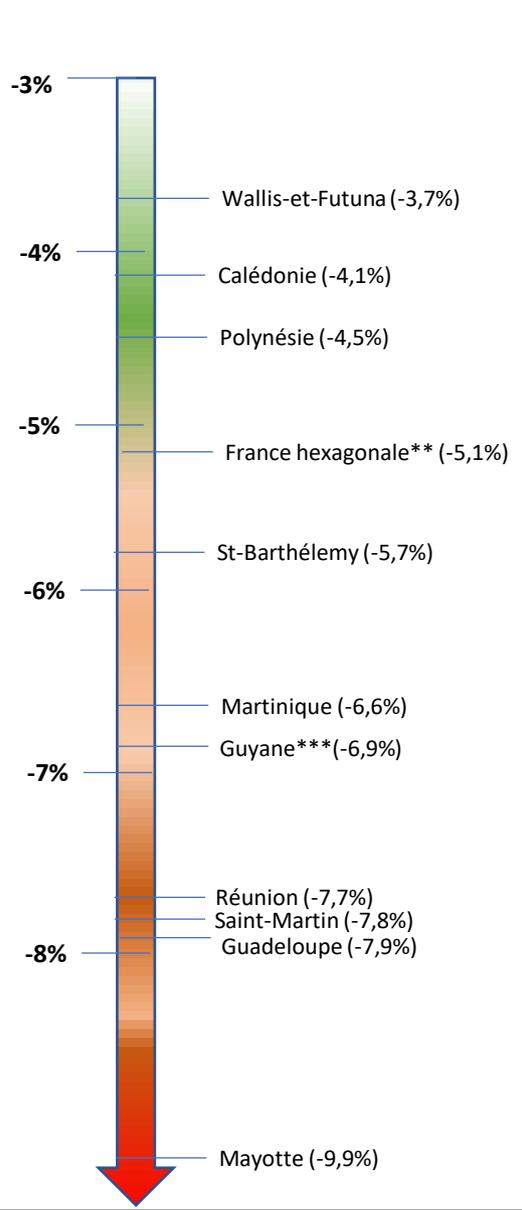
Rapport préliminaire, version 1 au 29 avril 2020

Note : ce rapport final annule et remplace tous les rapports précédents.

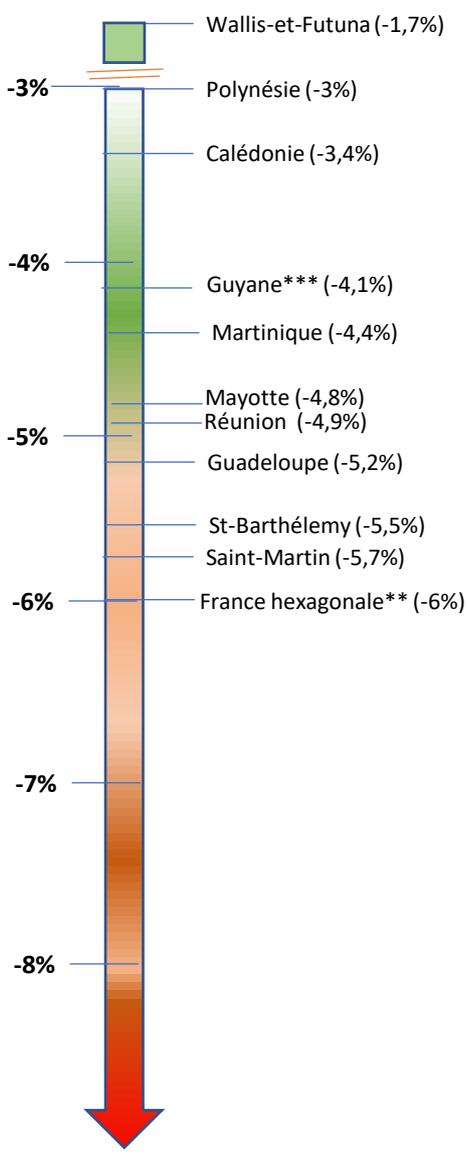
1. Le confinement a entraîné une perte de chiffre d'affaires estimée à une dizaine de millions d'euros par jour en moyenne.
2. Le confinement devrait entraîner une baisse de 5% en moyenne du PIB des économies ultramarines sur l'année 2020.
3. L'impact du confinement sur les entreprises devrait être plus important encore avec un recul de l'ordre de 7% de la VA marchande.
4. L'ampleur de la crise sur l'année 2020 dépendra de la date de retour à une activité « normale » (*business as usual*). Une reprise retardée au 1^{er} septembre se traduirait *mécaniquement* par un doublement des pertes, avec un recul du PIB 2020 de l'ordre de 8 à 10% en moyenne.
5. Une reprise trop tardive pourrait avoir un effet délétère sur le tissu productif ultramarin en provoquant des défaillances d'entreprises en cascade. Ces défaillances pourraient amputer la croissance 2020 d'un ou deux points de PIB supplémentaires tout en obérant les chances de reprise à moyen terme. Le soutien, massif et à court terme, des entreprises ultramarines, et singulièrement des plus petites d'entre elles, est un impératif.
6. Une reprise rapide (d'ici à 2023) et soutenue jusqu'en 2025 (afin d'éponger les pertes) suppose une croissance extrêmement vigoureuse mais qui apparaît hors de portée de la plupart des géographies. Les économies ultramarines risquent fort de porter durablement les séquelles de la crise sanitaire.
7. Une reprise plus lente à moyen terme semble donc plus probable. Elle repose principalement sur un soutien à la consommation des ménages assuré, entre autre, par une baisse des prix pour augmenter le pouvoir d'achat, par une baisse significative des prélèvements obligatoires et par la réinjection dans le circuit économique local de l'épargne forcée accumulée durant la période de confinement.
8. A plus long terme, le retour à une croissance forte, soutenable et socialement juste suppose de changer de modèle économique. Si les transferts publics s'avèrent absolument indispensables pour endiguer la crise à court terme, ils ne pourront pas soutenir à eux seuls la croissance future. Celle-ci devra reposer à l'avenir sur des gains de productivité associés à des baisses de prix. L'amélioration de la compétitivité, l'éradication de la « vie chère » et la résorption des inégalités seront probablement les clefs du succès de demain.

Impact sur la croissance 2020

Valeur ajoutée marchande*



Valeur ajoutée totale



Faits saillants :

- **Les entreprises ultramarines vont être sévèrement touchées par les conséquences économiques de la crise sanitaire.** Les pertes de valeur ajoutée sur l'année 2020 dans le secteur marchand sont estimées entre 4% (dans les COM du Pacifique) et presque 10% (à Mayotte). L'ampleur de cette baisse (mesurée sur le thermomètre de gauche) s'explique en premier lieu par la spécialisation tertiaire des économies ultramarines. Or, les activités de services – dont les commerces non alimentaires – ont été fortement impactées par le confinement (avec un recul d'activité de l'ordre de 40% en moyenne) ;
- **Les entreprises ultramarines devraient être plus affectées par la crise que leurs homologues métropolitaines.** Cette différence s'explique par la contribution relativement plus importante des services de proximité (commerce, services aux entreprises et aux ménages) au PIB marchand dans les Outre-mer qu'en métropole ;
- Globalement, les **géographies ultramarines pourraient être cependant relativement moins touchées par la crise que l'économie française** dans son ensemble : à l'exception de Wallis-et-Futuna, le recul du PIB imputable au confinement serait compris, dans la majorité des DROM, entre 3 et 5%, contre 6% en France hexagonale selon les prévisions de l'INSEE (voir thermomètre de droite) ;
- Deux facteurs (au moins) peuvent expliquer cette « meilleure résistance » des économies ultramarines à la crise du Covid-19 :
 1. Une contribution des administrations publiques au PIB plus importante qu'en métropole. Restant inchangé durant la crise, le PIB non marchand a joué un rôle de stabilisateur automatique plus important Outre-mer qu'en métropole (la valeur ajoutée des administrations contribue ainsi pour 51% à Mayotte contre 22% en moyenne nationale) ;
 2. La durée du confinement qui a été, en Calédonie et en Polynésie, plus courte qu'en métropole (mais un peu plus longue à Mayotte).
- Les deux thermomètres font part du recul de la richesse en supposant une reprise instantanée de l'activité à l'issue de la période de confinement. Or, l'ampleur de la crise pourrait être beaucoup plus importante si le redémarrage complet des activités ne s'effectuait qu'après l'été. Le recul du PIB pourrait avoisiner alors les 10% sur l'année si la reprise totale n'intervenait qu'au début du mois de septembre. En d'autres termes, une reprise lente se traduirait par un **doublment des pertes** enregistrées durant la seule période de confinement.

(*) Hors administrations (**) Source : Insee (07/05/20) – Estimation DME à partir de cette source pour la VA marchande (***) Hors effet Centre spatial guyanais

Agir vite pour éviter un « risque d'écroulement »

Le temps est un facteur-clé décisif qui joue tant sur l'ampleur de la crise que sur le succès des politiques de relance. Il importe en effet d'agir vite pour éviter un **risque d'écroulement** ¹ pouvant obérer sérieusement une reprise rapide des économies ultramarines.

L'ampleur de la crise dépend de la durée du confinement

Plus la période de confinement est longue, plus la perte d'activité est importante. Ainsi, chaque semaine de confinement s'est traduite, en moyenne dans les géographies ultramarines, par une perte de croissance annuelle de l'ordre de 0,6 point de pourcentage².

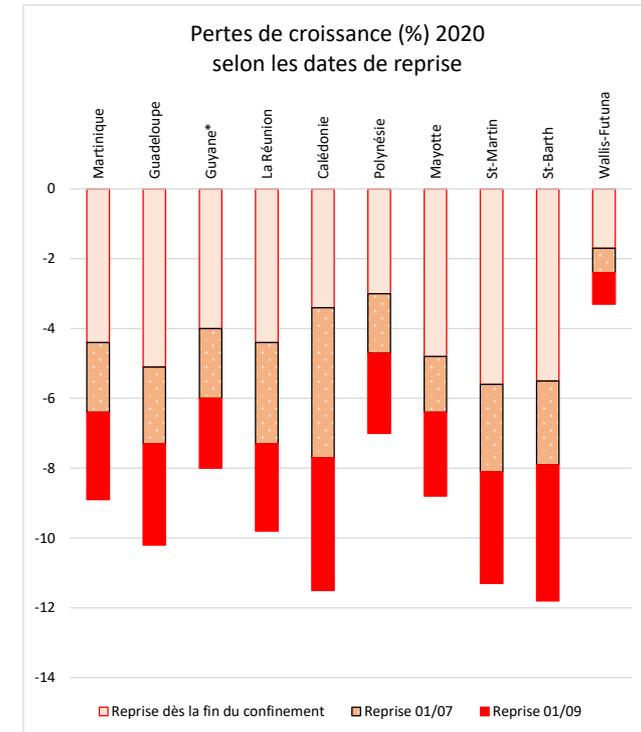
L'ampleur de la crise dépend de la vitesse de rebond des économies

Selon toute vraisemblance, la reprise de l'économie à l'issue de la période de confinement se fera de manière progressive.

L'ampleur de la crise sur l'année 2020 dépendra donc de la résilience des économies :

- Une reprise progressive entre la fin du confinement et le 1^{er} juillet de cette année se traduirait par une perte de croissance supplémentaire de l'ordre de 2 points de pourcentage en moyenne ;
- Cette perte supplémentaire serait plutôt d'environ 5 points de pourcentage si la durée de la reprise (après déconfinement) se prolongeait jusqu'au 1^{er} septembre.

Comme le montre le graphique ci-contre, une reprise tardive (au 1^{er} septembre) se traduirait par un doublement des pertes de croissance par rapport à celle enregistrée durant la période de confinement.



De la durée de la crise dépendra la résistance des entreprises

Les projections de croissance présentées dans ce premier volet de l'étude reposent sur l'hypothèse (forte) que les diverses mesures prises par les pouvoirs publics en faveur des entreprises permettront d'éviter une dégradation significative du tissu productif ultramarin³.

La robustesse de cette hypothèse dépend, pour partie, de la durée de la crise : plus celle-ci sera longue, plus le recul de l'activité sur l'année 2020 sera important (cf. graphique ci-dessus) et donc plus le risque de défaillance des entreprises augmentera.

(1) Le risque d'écroulement a été évoqué par le Premier ministre dans une intervention à l'Assemblée nationale le 28 avril dernier.

(2) Cette perte est estimée actuellement en métropole à 0,8 point de pourcentage par semaine de confinement (source : INSEE, note de conjoncture au 07/05/20).

3. Citons notamment au titre de ces mesures : les fonds de solidarité (national et régional), les mesures de chômage partiel, le report des échéances fiscales et sociales, le report de certaines charges d'exploitation (loyers commerciaux par exemple), le prêt garanti par l'Etat...

Agir vite pour éviter un « risque d'écroulement »

Les défaillances d'entreprises constitueraient un **choc d'offre** venant s'ajouter au choc de demande imputable au confinement. Elles se traduiraient par la disparition d'une partie des capacités de production ; la fermeture des entreprises se traduisant par un déassement du capital et par le retour de la main d'œuvre sur le marché du travail (chômage).

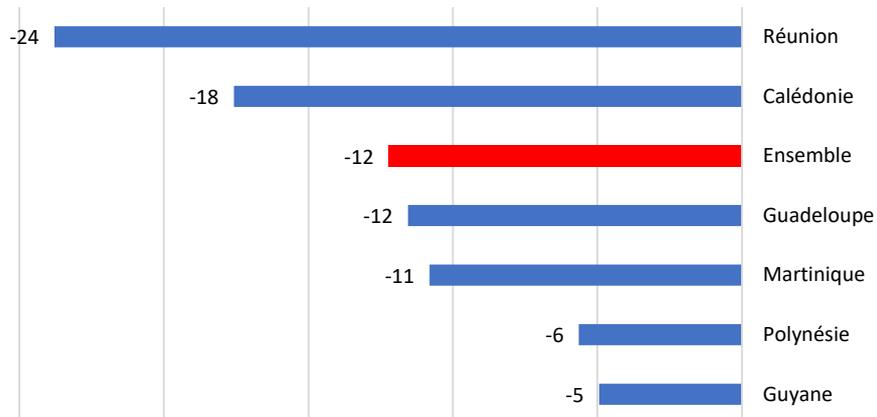
L'ampleur des défaillances à venir est particulièrement complexe à évaluer. Elles seront d'autant plus probables que la reprise sera lente et que les mesures à très court terme de soutien aux entreprises viendront à s'épuiser.

Le profil de croissance sur l'année 2020 pourrait prendre alors la forme d'un « W » (voir encadré page suivante).

Les simulations montrent ainsi (cf. ci-contre) que des défaillances d'entreprises intervenant dans le courant de l'été et se soldant par une perte d'un point de valeur ajoutée marchande se traduiraient, en moyenne dans les économies ultramarines, par une diminution de 0,6 point de la croissance de l'année 2020².

Une perte de chiffre d'affaires de l'ordre de 12 M€ par jour en moyenne

Pertes journalières de CA marchand en M€



Une simulation de l'impact des défaillances sur la croissance 2020

On suppose une reprise lente des économies ultramarines à l'issue du confinement avec un retour à la normale au 1^{er} septembre seulement.

On suppose d'autre part que cette trajectoire de croissance est trop faible pour assurer l'intégrité du tissu productif. Le tableau ci-dessous fait part de la perte supplémentaire de croissance sur l'année 2020 (en points de pourcentage) imputable aux défaillances d'entreprises dans l'hypothèse où celles-ci interviendraient en juillet en entraînant le recul d'un point de la valeur ajoutée marchande.

	Taux de croissance 2020 reprise 09/20 en %		Impact Défaillances en pts de %
	Sans Défaillance	Avec Défaillances	
Martinique	-8,9	-9,6	-0,7
Guadeloupe	-10,2	-10,8	-0,6
Guyane*	-10,6	-11,2	-0,6
La Réunion	-9,8	-10,4	-0,6
Calédonie	-17,4	-18,2	-0,8
Polynésie	-7,0	-7,7	-0,7
Mayotte	-8,8	-9,3	-0,5
St-Martin	-11,3	-12,0	-0,7
St-Barth	-11,0	-12,0	-1,0
Wallis-Futuna	-3,3	nd	nd

(*) Hors effet CSG

Mode de lecture du tableau : En l'absence de défaillance, la croissance du PIB martiniquais en 2020 serait de -8,9% dans le cas d'une reprise lente entre le déconfinement (le 11/05) et le 01/09. Si les défaillances d'entreprises se traduisent par une perte de 1 point de valeur ajoutée marchande, la croissance 2020 serait de -9,6%. Dans ce cas, la perte supplémentaire imputable aux défaillances s'élève à 0,7 points de pourcentage (soit 9,6 -8,9)

Remarque : si la perte de VA marchande imputable aux défaillances était de 2 points de pourcentage (contre 1 point dans le tableau ci-dessus), l'impact sur la croissance 2020 serait doublé.

- (1) L'impact des défaillances sur le PIB (-0,6 point en moyenne) est plus faible que la baisse supposée de la VA marchande (-1 point) car le PIB inclut la VA non marchande qui n'est pas affectée par la crise.

Défaillance d'entreprises et profil de croissance en W

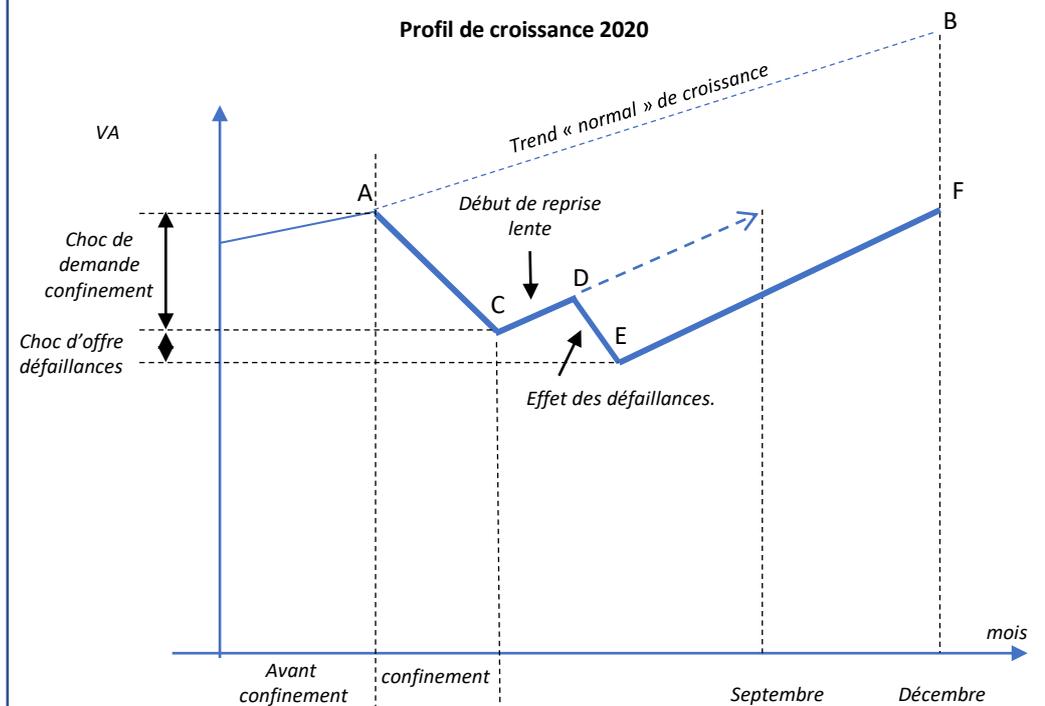
Le schéma ci-dessous illustre un profil de croissance en W en cas de survenance du risque de défaillance d'entreprises.

En l'absence de crise sanitaire, la trajectoire de croissance aurait conduit l'économie au point [B] en fin d'année.

Le confinement fait chuter la croissance de [A] à [C]. Le déconfinement s'accompagne d'une reprise de [C] à [D], mais trop lente pour atteindre le point [B] en fin d'année. L'insuffisance de croissance entraîne des défaillances d'entreprises qui font chuter à leur tour la croissance de [D] à [E].

Passé le point [E], la reprise s'effectue toujours à la même vitesse. Mais, partant cette fois de [E], elle ne peut conduire l'économie qu'au point [F] en fin d'année.

Au total, la perte de valeur ajoutée sur l'année s'explique par le cumul des deux chocs (demande puis offre). Elle est mesurée ici par la surface du polygone [A-C-D-E-F-B].

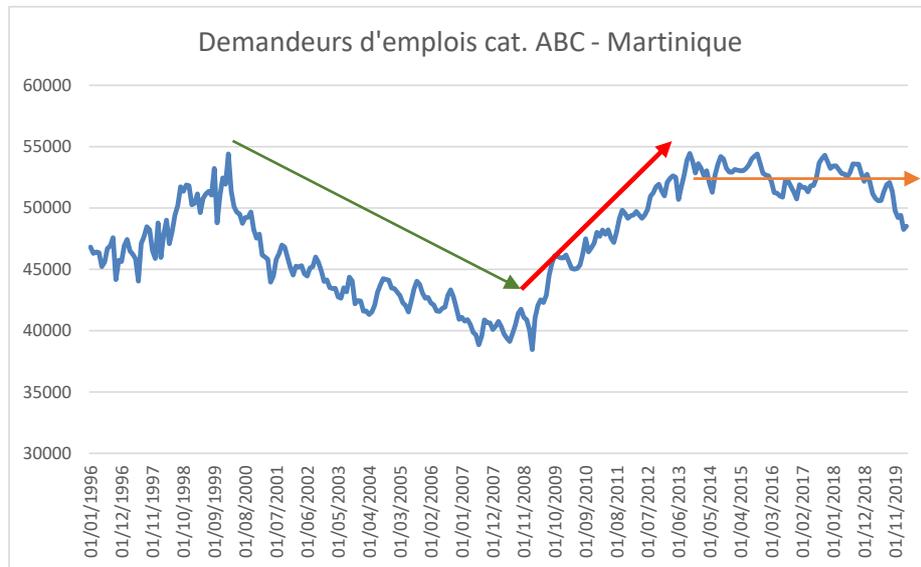


Une menace sur l'emploi marchand

La crise sanitaire va se traduire par un recul de l'activité marchande plus ou moins prononcé selon les géographies concernées. Le tableau ci-contre fournit une estimation des emplois concernés par ce recul¹.

Cette évaluation, fragile, a été obtenue en rapportant la baisse de l'activité à la productivité moyenne apparente du travail dans le secteur marchand². Il importe de souligner qu'il s'agit ici d'emplois *concernés*, éventuellement *menacés*, mais pas nécessairement *supprimés*.

Toutefois, et comme le montre le graphique ci-dessous dans le cas de la Martinique, une recrudescence du chômage après un choc (comme celui de 2009 dans l'exemple) n'est pas du tout à exclure...



Source : Dares

- (1) Les informations sur l'emploi manquent dans certaines géographies pour réaliser ce calcul.
- (2) Supposons que la productivité moyenne apparente du travail dans une géographie donnée soit de 80 k€ (ie : un travailleur crée en moyenne 80 k€ de valeur ajoutée dans l'année). Un recul de l'activité au cours de l'année 2020 de 500 M€, par exemple, concernerait alors 6 250 travailleurs (soit 500 M€/80 k€).

Emploi (milliers)		Emplois marchands concernés (milliers)				
		hypothèses date de reprise				
		Instantannée		Au 01/09		
Total	Marchand	Nbre (milliers)	en % emploi marchand	Nbre (milliers)	en % emploi marchand	
Guadeloupe	130	66	5	8	10	15
Martinique	133	77	5	7	10	13
Guyane	60	30	2	7	5	18
La Réunion	290	160	12	8	24	15
Mayotte						
St-Martin						
St-Barth						
Wallis						
Polynésie	87	52	2	4	5	10
Calédonie	66	48	2	4	4	9
Ensemble	766	433	29	7	60	14

Selon toute vraisemblance, les effets de la crise sanitaire continueront d'affecter les économies ultramarines bien au-delà de l'année 2020. L'enjeu, à moyen terme, est d'éviter autant que possible que le choc conjoncturel (cf. volet 1) ne dégénère en crise économique durable.

Le second volet de l'étude a pour objectif principal d'éclairer les **perspectives de reprise** de la croissance à court et moyen termes et de **recenser les leviers** sur lesquels agir pour y parvenir.

Un scénario de croissance en « S » exigeant

Dans ce scénario, les trajectoires de croissance des économies ultramarines épousent la forme d'un « S » plus ou moins incliné (voir encadré ci-contre et page suivante).

Pour chaque géographie, le modèle calcule les taux de croissance du PIB réel nécessaires à la fois pour assurer la résilience de l'économie à un horizon donné et pour combler ultérieurement les pertes de VA accumulées à la suite du choc.

L'horizon de la projection fait l'objet de deux variantes :

1. La première (très optimiste) suppose une reprise rapide. Les économies retrouvent dès 2023 le niveau de PIB qui aurait dû le leur si elles n'avaient pas subi de choc (tout en épongeant en une année les pertes de 2020) ;
2. La seconde variante demeure encore assez optimiste. Elle suppose une reprise plus lente avec une première phase de résilience entre 2021 et 2023 suivie d'une phase de comblement des pertes entre 2024 et 2025 ; l'épisode Covid-19 étant totalement effacé en 2026.

Les rythmes de croissance au sein de chaque variante dépendent de l'ampleur du choc subi en 2020. Trois cas sont envisagés :

1. Choc « minimum » : l'économie se redresse instantanément à l'issue du confinement ;
2. Choc « médian » : retour à la normale au 1^{er} juillet de cette année ;
3. Choc « fort » : retour à la normale au 1^{er} septembre.

Les profils de croissance par géographie sont présentés ci-après (pages 10 à 12).

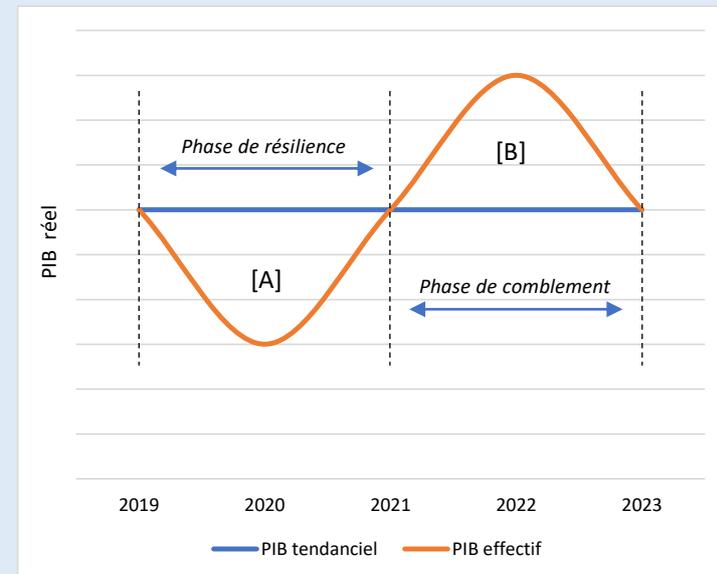
Comment évaluer les trajectoires de croissance à moyen terme ?

On cherche à apprécier, dans chaque économie ultramarine sous revue, la croissance nécessaire, passé le choc de l'année 2020 :

1. Pour revenir à une date fixée sur le trend de croissance prévalant avant la crise sanitaire (phase de résilience) ;
2. Pour combler ultérieurement les pertes de valeur ajoutée enregistrées durant la phase de résilience, avant de revenir au final sur le trend de croissance potentielle (phase de comblement).

Le profil de croissance à moyen terme peut être illustré sur le schéma n°1.

Schéma n°1 : Dynamiques de croissance à moyen terme (schéma de principe)



Note : les pertes enregistrées durant la phase de résilience (surface [A]) sont compensées par un surplus de croissance (surface [B]). Les deux surfaces [A] et [B] sont donc égales

Le schéma n°1 suppose une phase de résilience très courte ; le PIB retrouvant dès 2021 son niveau tendanciel (droite bleue). La phase de comblement est supposée aussi très courte ; la croissance économique entre 2021 et 2023 permettant de combler les pertes enregistrées durant la période de résilience.

Un scénario volontariste de résorption rapide de la crise

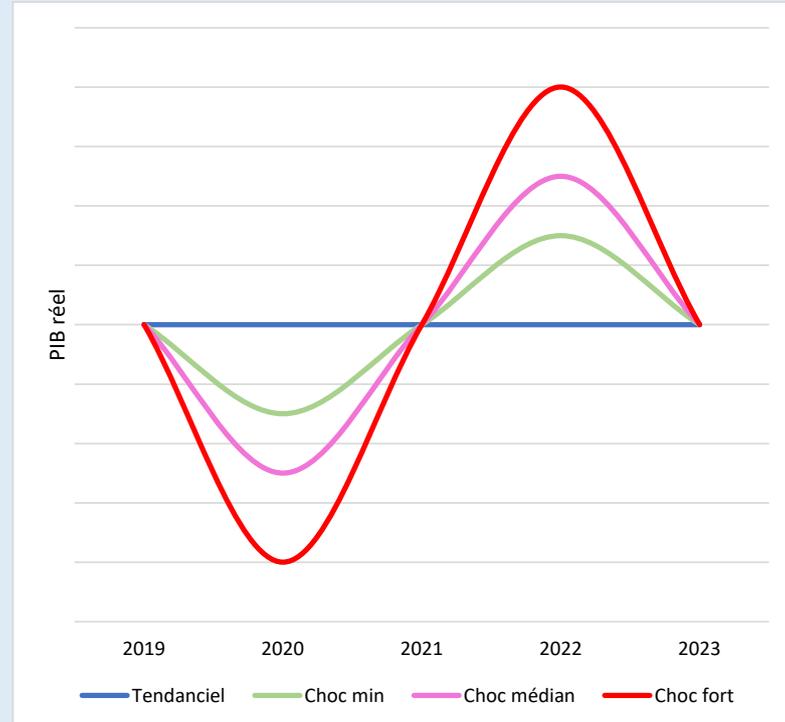
Comment évaluer les trajectoires de croissance à moyen terme ? (suite)

La croissance nécessaire pour résorber totalement l'effet Covid à moyen terme dépend de l'ampleur du choc subi en 2020. Comme on l'a vu dans le volet 1, le recul de la croissance cette année dépend non seulement de la durée du confinement (variable selon les géographies) mais aussi de la date estimée du retour à la normale après le déconfinement. Trois hypothèses ont été retenues dans les simulations :

1. Reprise instantanée dès la fin du confinement (choc « minimum ») ;
2. Retour à la normale au 1^{er} juillet (choc « médian ») ;
3. Retour à la normale au 1^{er} septembre (choc « fort »).

Le schéma n°2 illustre les profils de croissance en fonction de l'intensité des chocs (plus le choc est important, plus la croissance nécessaire pour assurer la résilience et le comblement des pertes devra être forte).

Schéma n°2 : Dynamiques de croissance à moyen terme selon l'intensité de la crise 2020

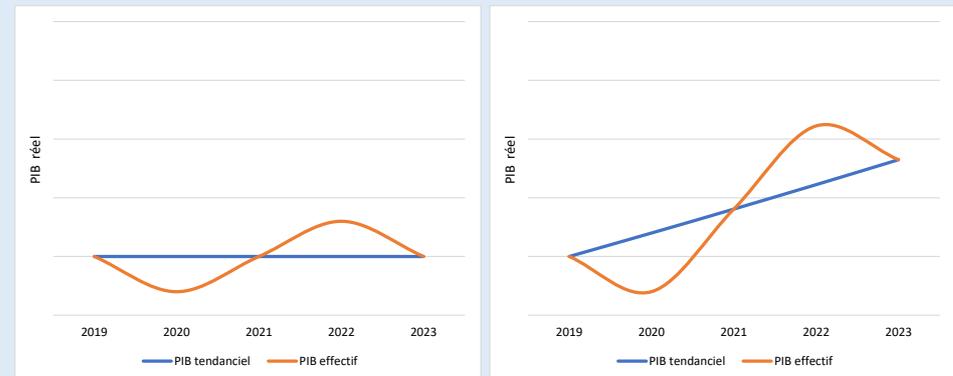


Enfin, les rythmes de croissance nécessaires pour assurer tout d'abord la résilience de l'économie puis le comblement des pertes de l'année 2020 dépendent aussi du trend de croissance potentielle¹. Comme le montre le schéma 3, à choc conjoncturel donné, l'exigence de croissance future (courbe orange) est d'autant plus élevée que la pente de la droite bleue est forte (cette pente représentant elle-même le taux de croissance potentielle de l'économie).

Schéma n°3 : Dynamiques de croissance à moyen terme selon les rythmes de croissance potentielle

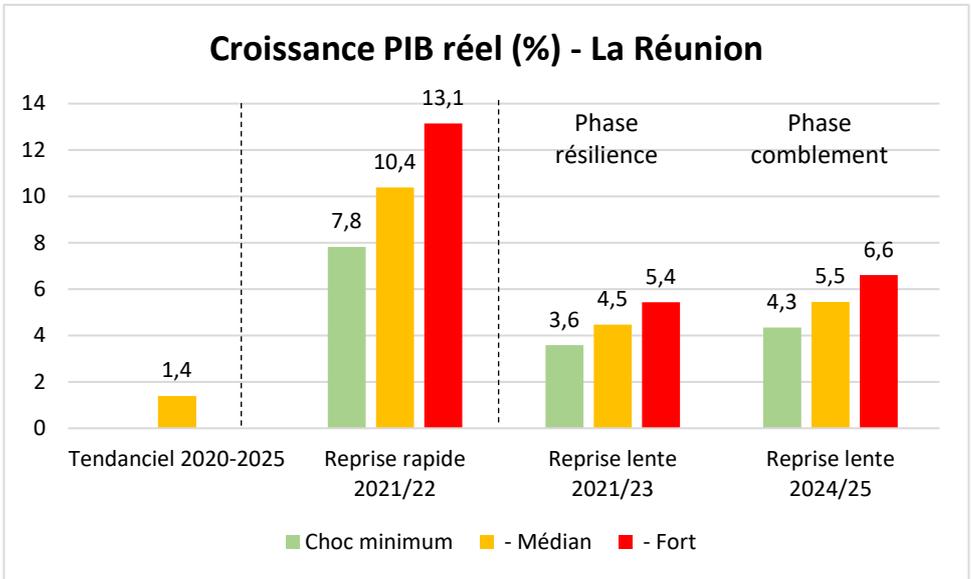
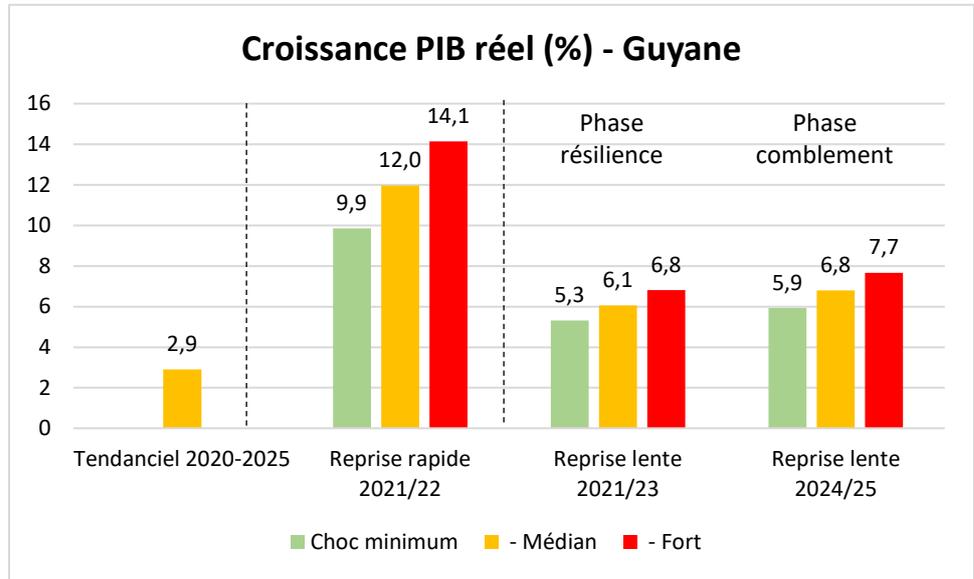
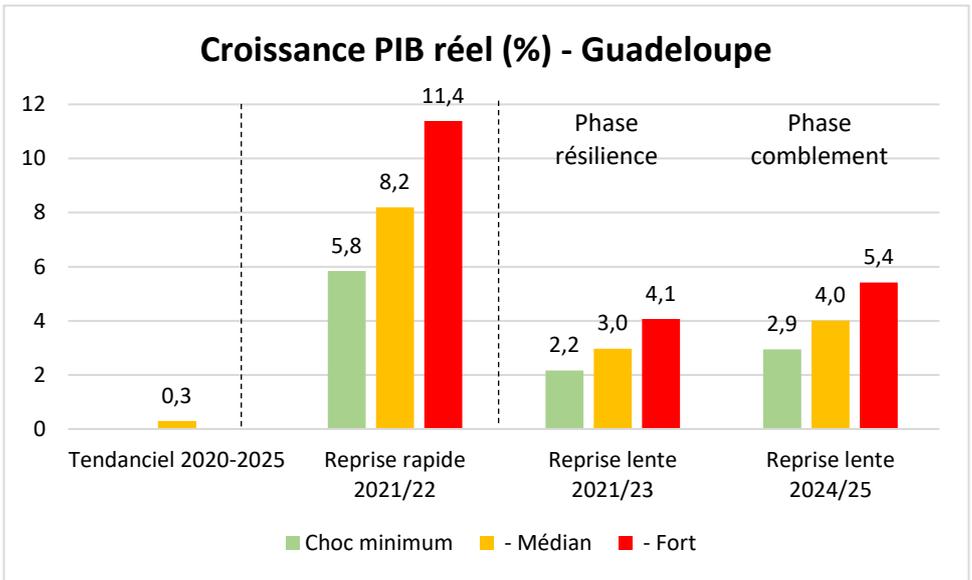
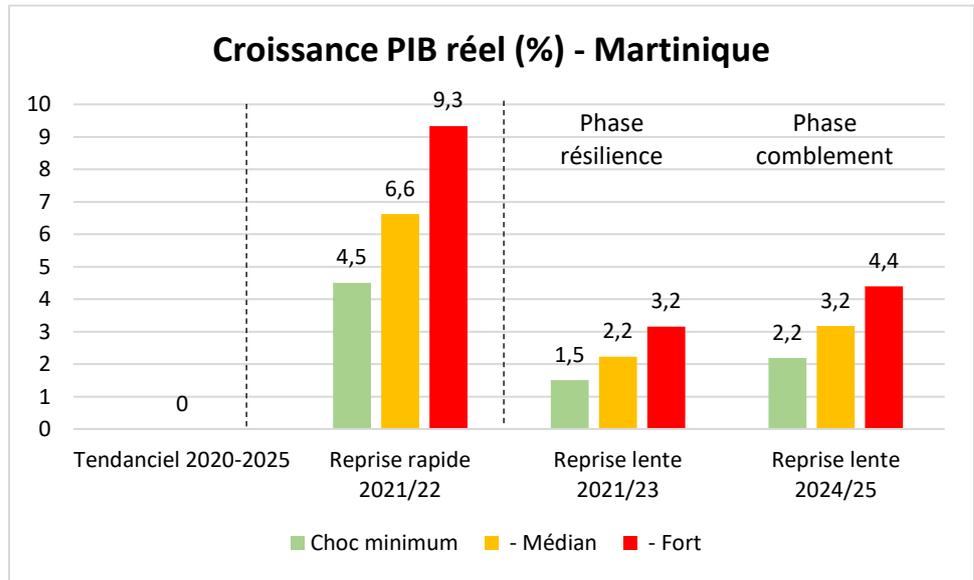
Hypothèse : croissance potentielle nulle

Hypothèse : croissance potentielle 2%/an

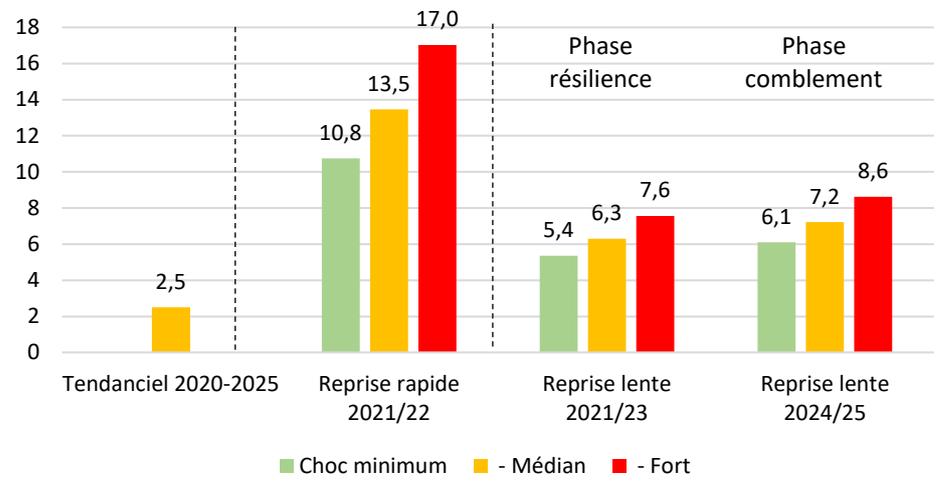


(1) Les rythmes de croissance potentielle des économies ultramarines ont été évalués par DME dans le cadre d'une étude réalisée, en novembre 2019, à la demande de l'Agence française de développement. Les résultats de cette étude ont été présentés à l'occasion de la conférence « Recherche et innovation, quels leviers de développement des Outre-mer » organisée par l'AFD, le CEROM et l'IRD à Paris le 11 décembre 2019. Les rythmes de croissance potentielle ont été appréciés au moyen d'un modèle de croissance de type Solow. Ces rythmes dépendent essentiellement de la croissance de l'offre de travail et des gains de productivité.

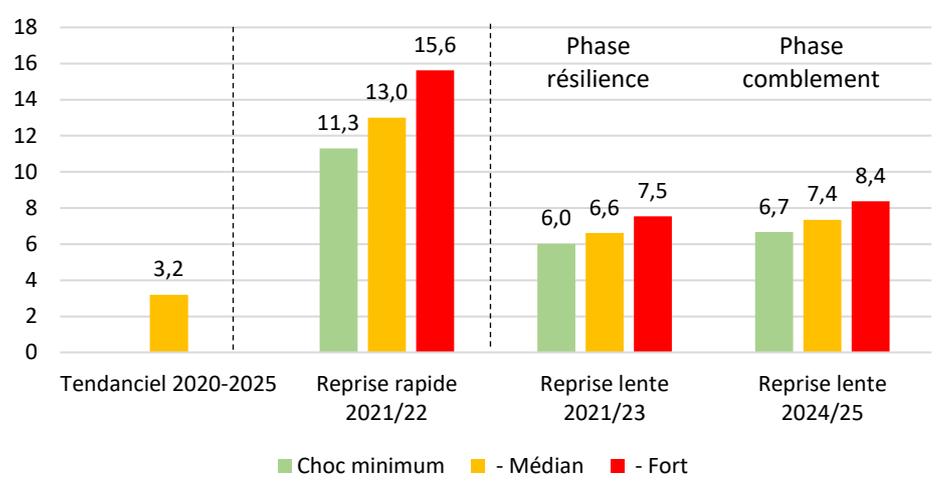
Un scénario volontariste de résorption rapide de la crise



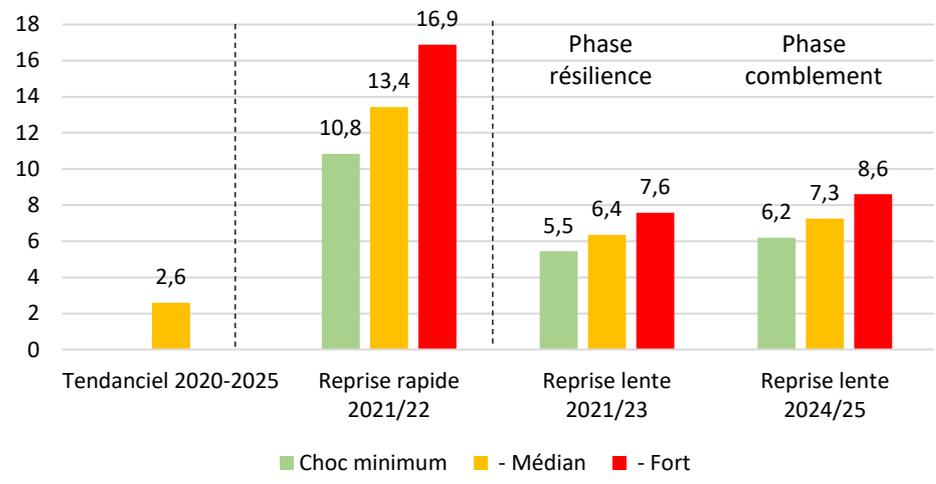
Croissance PIB réel (%) - Saint-Martin



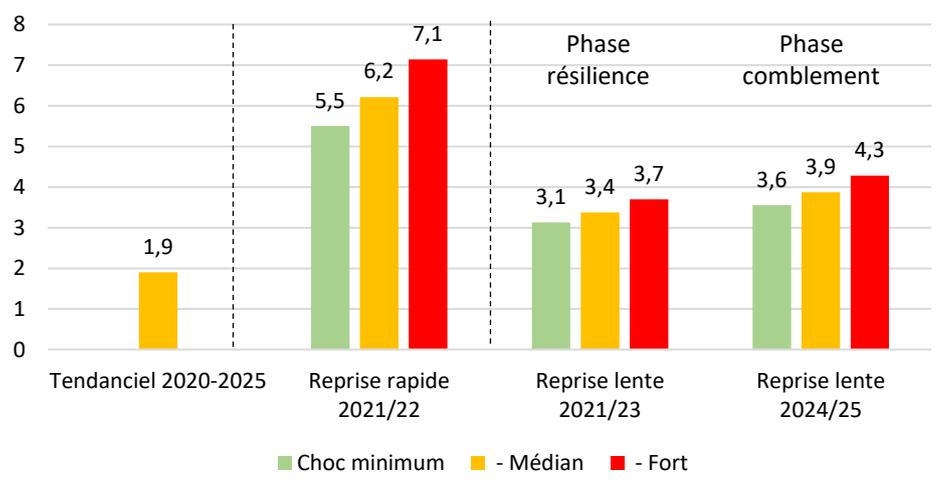
Croissance PIB réel (%) - Mayotte



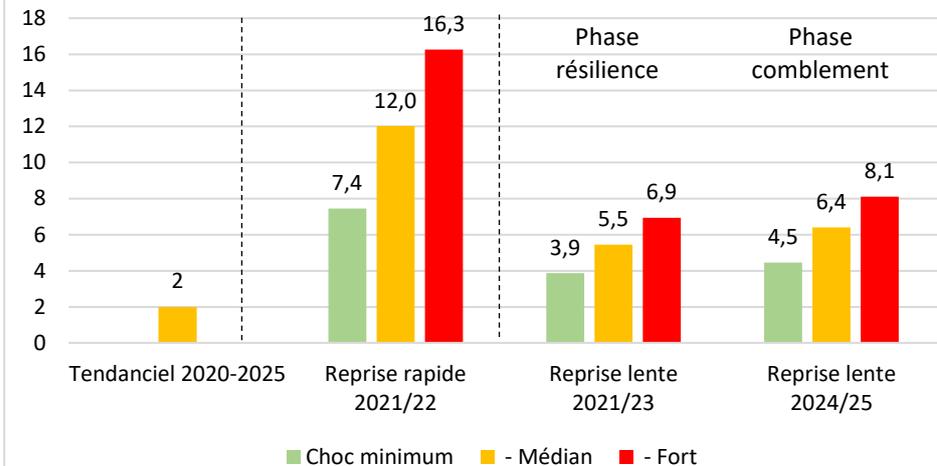
Croissance PIB réel (%) - Saint-Barth



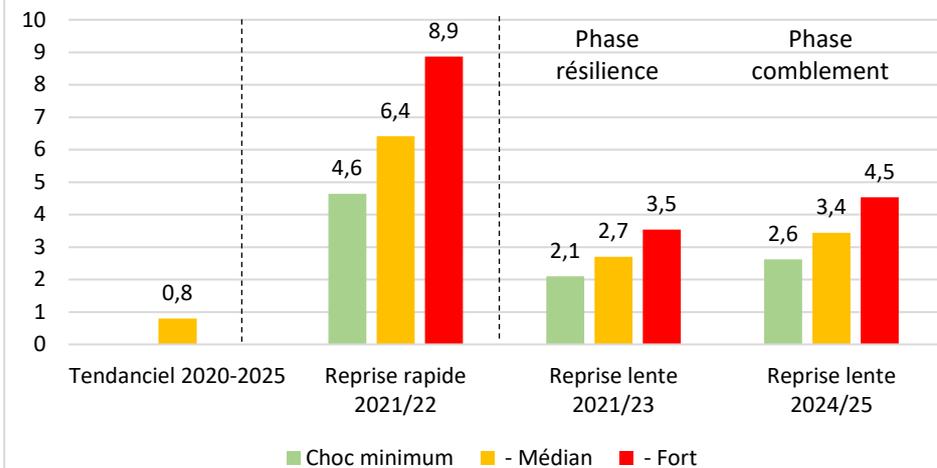
Croissance PIB réel (%) - Wallis & Futuna



Croissance PIB réel (%) - Calédonie



Croissance PIB réel (%) - Polynésie



Faits saillants :

Selon toute vraisemblance, les économies ultramarines ne pourront pas absorber le choc d'ici 2022 :

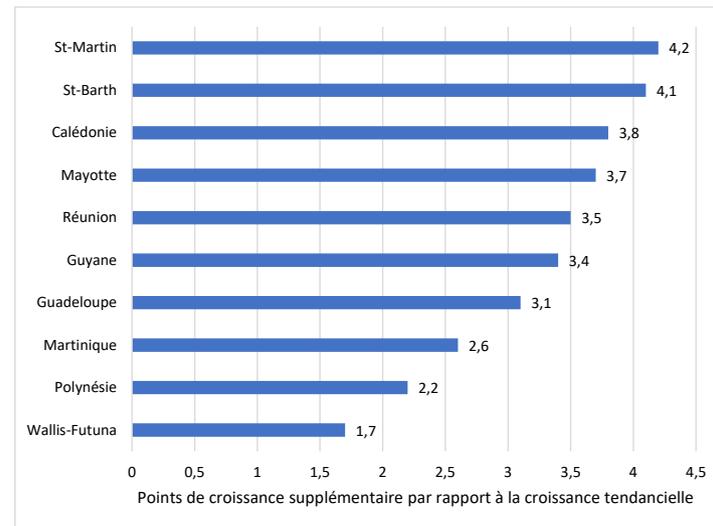
Les simulations montrent en effet qu'une reprise rapide (avec une résilience dès l'an prochain et une phase de comblement des pertes en 2022) exige des taux de croissance qui apparaissent hors d'atteinte des économies d'Outre-mer. Dans l'hypothèse la plus favorable (choc minimum), les taux annuels moyens de croissance sur les années 2021 et 2022 sont compris, selon les géographies, entre 5 et 10%.

Une reprise plus lente (d'ici 2025) suppose quand même un effort de relance élevé, voire très élevé, dans certaines géographies :

Une reprise lente (avec une phase de résilience entre 2021 et 2023 suivie d'une période de rattrapage des pertes entre 2024 et 2025) serait évidemment moins exigeante en termes de croissance qu'une reprise rapide en deux ans.

L'effort de relance peut être apprécié, dans chaque géographie, par le nombre de points de croissance à ajouter au rythme tendanciel pour parvenir absorber totalement la crise à l'horizon 2025. Cet effort figure sur le graphique ci-dessous dans le cas d'un choc « médian » en 2020.

Croissance supplémentaire par rapport à la tendance pour une reprise lente dans le cas du scénario « médian » (en points de %)

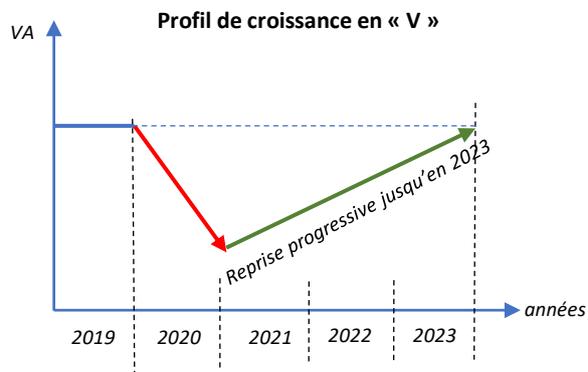


Une reprise lente qui n'effacerait pas les pertes

Un scénario de croissance en « V » plus probable

Ce scénario est justifié car, selon toute vraisemblance, la reprise économique dans les Outre-mer a peu de chance de s'inscrire dans un profil idéal en « S », même allongé dans le temps.

Ce scénario repose sur l'hypothèse d'une reprise lente entre 2021 et 2023. Il diffère du précédent car il suppose que la reprise est achevée dès lors que l'économie a retrouvé le niveau de PIB qui était le sien avant la crise sanitaire (voir schéma ci-dessous).



Les rythmes de croissance nécessaires pour respecter un profil en « V » figurent, pour chaque géographie, dans les graphiques présentés plus haut (voir pp. 10-12, items « Reprise lente 2021/2023, phase résilience »). Ces rythmes diffèrent selon l'ampleur du choc subi en 2020 (minimum, médian ou fort).

Au-delà des mesures d'urgence sur l'année 2020 et absolument nécessaires pour éviter le délitement de l'appareil productif, le retour de la croissance à partir de l'an prochain suppose des actions volontaristes (et d'ampleur) en faveur de la **consommation** des ménages et, dans une moindre mesure, de l'**investissement**.

1 Soutenir la consommation des ménages

➤ Quelle croissance de la consommation ?

La consommation est le moteur de la croissance à court terme. L'augmentation annuelle de la consommation nécessaire pour respecter la norme de croissance imposée par le profil en « V » dans le cas du scénario médian figure dans le tableau suivant :

	Taux annuel moyen de croissance en %	
	VA 2021/23	Consommation
Martinique	2,2	3,9
Guadeloupe	3,0	5,2
Guyane	6,1	13,0
Réunion	4,5	7,1
Calédonie	5,5	7,6
Polynésie	2,7	4,5

Note : Le taux annuel moyen de croissance de la consommation des ménages a été calculé en tenant compte, d'une part, du poids de la consommation dans le PIB et, d'autre part, du coefficient multiplicateur. Ces calculs ne sont possibles pour les géographies couvertes par le modèle MUSE.

➤ Sur quels leviers agir ?

Les ménages sont supposés consommer, en premier lieu, d'après leur revenu disponible.

On peut émettre l'hypothèse qu'en raison du choc qui les ont affecté, les entreprises seront pour leur immense majorité dans l'incapacité d'augmenter les revenus des salariés (et des entrepreneurs individuels). Dans ces conditions, la hausse du revenu disponible peut passer par :

1. Une baisse ciblée de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et/ou des cotisations sociales à la charge des salariés ;
2. Par une augmentation des transferts publics bénéficiant à certains ménages.

Une reprise lente qui n'effacerait pas les pertes

La consommation des ménages dépend aussi de la propension à épargner le revenu disponible. La période de confinement s'est traduite par une baisse de la consommation des ménages certainement supérieure à la réduction de leur revenu. Selon la Banque de France, les ménages auraient augmenté ainsi de 60 G€ leur épargne (« forcée ») durant la période de confinement. Cette masse représente environ 5% de la consommation totale. On ne dispose pas d'une telle statistique pour l'Outre-mer. L'enjeu est d'inciter les ménages à consommer rapidement les revenus ainsi épargnés. Cette décision dépendra dans une large mesure de leur confiance en l'avenir (qui peut être réduite par la montée du chômage et par les incertitudes concernant l'évolution de la pandémie). L'instauration d'un taux d'intérêt négatif sur les dépôts à vue au-delà d'un certain plafond pourrait être une mesure (provisoire) permettant de réduire l'épargne accumulée durant la période de confinement.

Le volume de consommation dépend enfin du niveau des prix. Au niveau national, les prix à la consommation sont restés globalement stables en mars et en avril de cette année. Les prix en mars sont restés stables aussi en Nouvelle-Calédonie, mais ils ont baissé en Guadeloupe et à la Martinique (-0,3%), à La Réunion (-0,5%) et en Guyane (-0,8%)¹. Ces baisses de prix, profitables au pouvoir d'achat des ménages et donc *in fine* à leur consommation, pourraient être amplifiées par la réduction de la fiscalité indirecte (TVA et/ou octroi de mer), mais à condition qu'elle soit effectivement répercutée sur les prix de vente.

A moyen terme, la baisse des prix suppose une réduction des coûts de production. Celle-ci repose à son tour sur des gains de productivité et leur partage (à négocier) entre :

- Le capital (sous forme de hausse des marges des entreprises pour financer leurs investissements);
- Le travail (sous forme de hausse des salaires) ;
- Les clients (sous forme de baisse des prix)².

(1) En revanche, les prix à la consommation en mars ont augmenté de 0,3% en Polynésie.

(2) Des études réalisées par DME dans certaines géographies ultramarines montrent que toutes ces modalités ne se valent pas pour maximiser la croissance, lutter contre la vie chère et réduire les inégalités de revenu.

(3) Ce thème pourra être développé ultérieurement dans le cadre d'une autre étude.

L'amélioration de la compétitivité-prix des économies ultramarines est un enjeu de taille. Car, seuls des gains de productivité importants rétrocedés principalement sous forme de baisse des prix permettront à la fois de soutenir la demande intérieure (et notamment la consommation des ménages grâce aux gains de pouvoir d'achat) et l'offre domestique (grâce à une meilleure compétitivité).

Assoir la croissance future sur la recherche de gains de productivité suppose de changer progressivement de modèle économique³.

2 Soutenir l'investissement

➤ Quelle croissance de l'investissement ?

Les investissements constituent le second levier de croissance. Mais leurs effets d'entraînement sur l'économie sont moindres que ceux de la consommation en raison :

1. D'une contribution au PIB plus faible (de l'ordre de 20% contre 60% pour la consommation) ;
2. D'un contenu en importation plus élevé en moyenne (et qui réduit d'autant l'effet multiplicateur).

Dans ces conditions, le respect de la norme de croissance en « V » impose des taux de croissance de l'investissement particulièrement élevés (au moins dans certaines géographies –voir tableau) alors que les besoins en capital additionnel sont faibles en raison de la sous-utilisation des capacités de production durant toute la phase de résilience.

	Taux annuel moyen de croissance en %	
	VA 2021/23	Investissement
Martinique	2,2	11,3
Guadeloupe	3,0	18,6
Guyane	6,1	27,5
Réunion	4,5	22,0
Calédonie	5,5	14,7
Polynésie	2,7	35,7

Au total, l'investissement pourrait jouer un rôle dans la reprise, mais plutôt comme un « accélérateur » de croissance que comme un déclencheur.

Les fiches d'évaluation figurant dans le volet n°1 de l'étude sont scindées en 3 cadres :

1 **Référentiel de l'évaluation**

Ce cadre contient les hypothèses alimentant les modèles d'évaluation de l'impact de crise sanitaire dans la géographie concernée.
 Ces hypothèses concernent :
 - [A] l'impact du confinement sur la consommation des ménages en divers produits (la liste des produits diffère selon les géographies). Les impacts sont mesurés (dans la troisième colonne du tableau) en points de pourcentage.
 Exemple sur la Martinique :
[A] Impacts du confinement* sur la consommation des ménages

Activités	Poids dans la consommation en %	Impacts en %
Agriculture	6,1	-1
IAA	10,1	-10
Biens manufacturés	19,1	-40

La consommation des ménages en produits agro-alimentaires est supposée avoir baissé de 10% durant la période de confinement

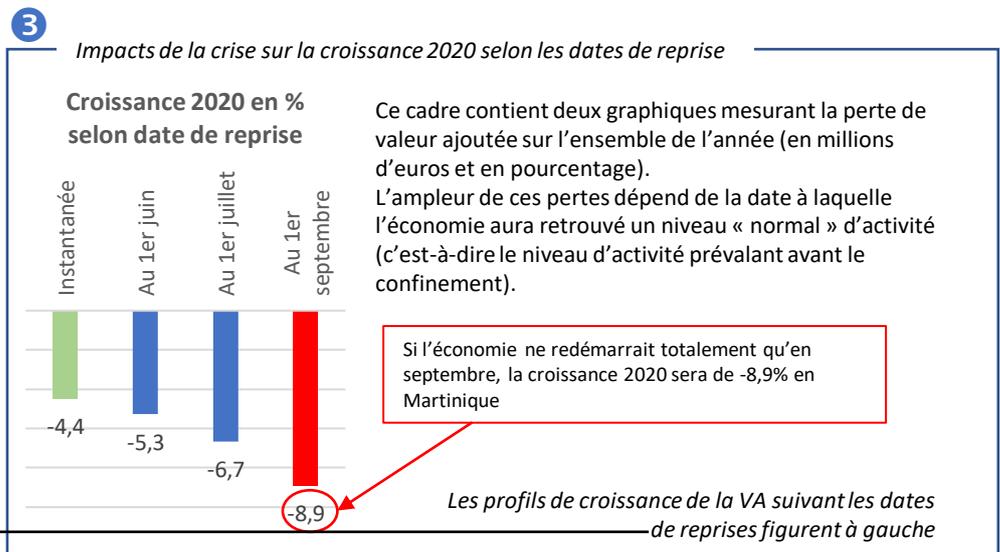
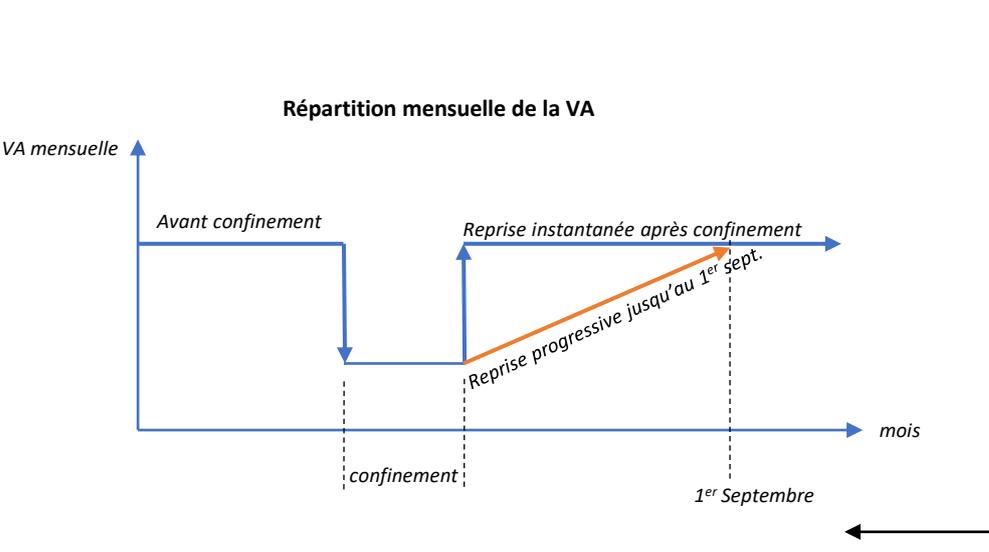
- [B] l'impact du confinement sur les investissements.

2 **Impacts du confinement sur la production et la VA**

Ce cadre contient une évaluation de la perte de production et de valeur ajoutée subie par les différentes activités durant la période de confinement. Pour ce qui concerne la production, cette perte s'exprime en pourcentage par rapport à une période de même durée mais sans confinement

Activités	Production		Valeur ajoutée	
	Poids dans la production totale en %	Recul de l'activité* (%)	Pertes en M€	Pertes en M€
Agriculture	2,2	-6	-3,0	-3,5
IAA	2,7	-22	-12,3	-4,5
Biens manufacturés	4,8	-49	-48,0	-15,4
Energie et déchets	7,0	-27	-38,5	-10,9
Construction	8,3	81	127,0	54,2

La production des industries agro-alimentaires reculerait de 22% en Martinique au cours de la période de confinement. Cette estimation tient compte de l'hypothèse de baisse de la consommation des ménages formulée dans le cadre [1] mais aussi de la baisse de production dans les secteurs utilisant des produits alimentaires (ex : restaurants)



Fiche d'évaluation de l'impact économique du confinement



Martinique

Pour mémoire

- PIB (2018) : 8,9 G€ (CEROM)
- Population (2018) : 377 (milliers, IEDOM)
- PIB/hab : 23 730 € (66% du niveau national)
- RDB ménages/hab : 17 200 € (84% du niveau national)
- Conso ménages/hab : 14 200 € (76% du niveau national)
- Conso ménages/PIB : 57%
- Emploi : 133 (milliers)
- Taux chômage : 18% (national = 9%)

1 Référentiel de l'évaluation

[A] Impacts du confinement* sur la consommation des ménages

Activités	Poids dans la consommation en %	Impacts en %
Agriculture	6,1	-1
IAA	10,1	-10
Biens manufacturés	19,1	-40
Energie et déchets	11,7	-30
Construction	7,3	-50
Transports	9,2	-50
Hébergement et restauration	4,9	-95
Information et communication	5,1	-15
Banques et assurances	3,0	-10
Activités immobilières	17,2	-20
Services aux entreprises	0,5	-50
Autres activités de service	5,7	-40
Ensemble	100,0	

[B] Impacts du confinement* sur les investissements

Arrêt de la demande durant la période de confinement = 15% (soit 8/52 de recul des investissements).

* Pour mémoire : période de confinement = 8 semaines (du 16/03 au 11/05)

2 Impacts du confinement sur la production et la VA

Recul de l'activité par branches par rapport à une même période sans confinement

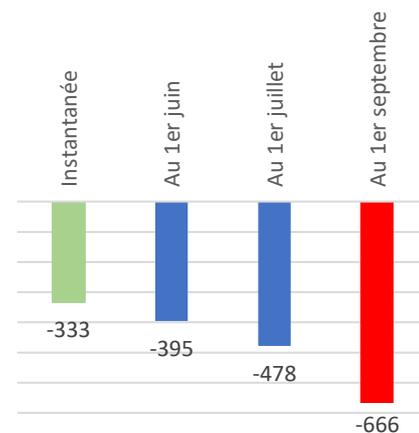
Activités	Production			Valeur ajoutée
	Poids dans la production totale en %	Recul de l'activité* (%)	Pertes en M€	Pertes en M€
Agriculture	2,2	-6	-3,0	-3,5
IAA	2,7	-22	-12,3	-4,5
Biens manufacturés	4,8	-49	-48,0	-15,4
Energie et déchets	7,0	-27	-38,5	-10,9
Construction	8,2	-81	-137,9	-54,2
Commerce, réparation auto	13,4	-43	-119,8	-80,4
Transports	4,9	-32	-31,9	-14,9
Hébergement et restauration	2,4	-87	-43,5	-18,5
Information et communication	5,1	-23	-24,6	-15,1
Banques et assurances	3,8	-18	-14,1	-13,0
Activités immobilières	8,3	-23	-40,3	-42,8
Services aux entreprises	9,8	-34	-69,8	-45,5
Administration et social	24,4	0	0,0	0,0
Autres activités de service	2,8	-37	-21,7	-14,0
Ensemble	100,0	-29	-605	-333

(*) Durant la période de confinement

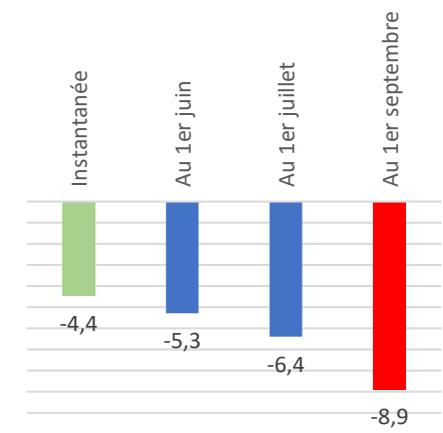
Perte de richesse (VA) imputable au confinement \approx 330 M€

3 Impacts de la crise sur la croissance 2020 selon les dates de reprise

Perte de VA (M€) sur 2020 selon date de reprise



Croissance 2020 en % selon date de reprise



Fiche d'évaluation de l'impact économique du confinement

Guadeloupe

Pour mémoire

- PIB (2018) : 9 G€ (CEROM)
- Population (2018) : 391 (milliers)
- PIB/hab : 23 200 € (64% du niveau national)
- RDB ménages/hab : 15 700€ (77% du niveau national)
- Conso ménages/hab : 13 300€ (71% du niveau national)
- Conso ménages/PIB : 55%
- Emploi : 130 (milliers)
- Taux chômage : 23% (national = 9%)

1 Référentiel de l'évaluation

[A] Impacts du confinement* sur la consommation des ménages

Activités	Poids dans la consommation en %	Impacts en %
Agriculture	6,0	-1
Energie et déchets	5,4	-30
IAA	7,1	-10
Biens manufacturés	18,9	-40
Construction	8,4	-50
Transports	9,2	-50
Hébergement et restauration	4,3	-95
Information et communication	5,0	-15
Banques et assurances	2,7	-10
Activités immobilières	16,7	-20
Autres services marchands	16,3	-40
Ensemble	100,0	

[B] Impacts du confinement* sur les investissements

Arrêt de la demande durant la période de confinement = 15% (soit 8/52 de recul des investissements).

* Pour mémoire : période de confinement = 8 semaines (du 16/03 au 11/05)

2

Impacts du confinement sur la production et la VA

Recul de l'activité par branches par rapport à une même période sans confinement

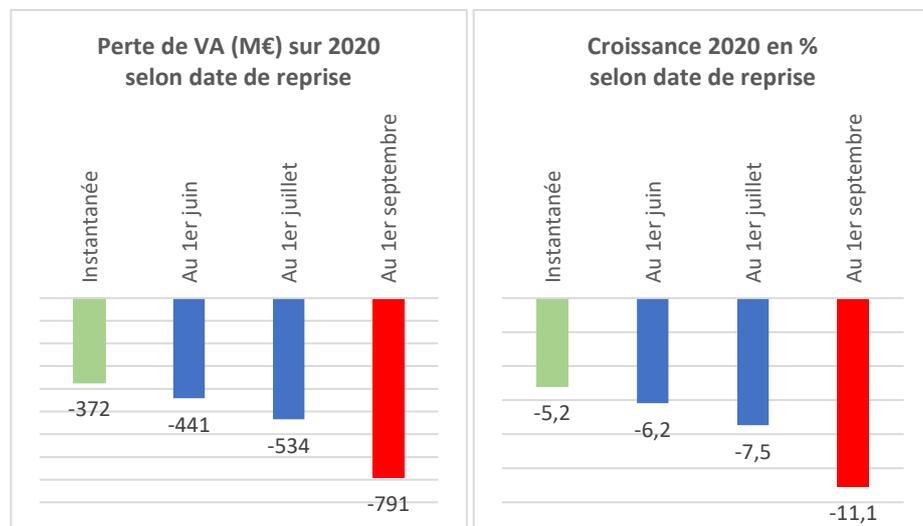
Perte de richesse (VA) imputable au confinement \cong 370 M€

Activités	Production		Valeur ajoutée	
	Poids dans la production totale en %	Recul de l'activité* (en %)	Pertes en M€	Pertes en M€
Agriculture	2,5	-12	-6	-5
Energie et déchets	4,3	-30	-24	-8
IAA	2,1	-26	-10	-3
Biens manufacturés	4,4	-48	-39	-18
Construction	9,2	-83	-141	-51
Commerce, réparation auto	14,0	-70	-181	-115
Transports	7,3	-25	-34	-15
Hébergement et restauration	2,1	-95	-51	-19
Information et communication	5,5	-22	-23	-14
Banques et assurances	4,2	-18	-13	-13
Activités immobilières	7,7	-24	-34	-37
Autres services marchands	10,4	-43	-91	-75
Administration et social	26,3	0	0	0
Ensemble	100,0	-34	-647	-372

(*) Durant la période de confinement

3

Impacts de la crise sur la croissance 2020 selon les dates de reprise



Fiche d'évaluation de l'impact économique du confinement

Saint-Martin

- PIB (2014) : 0,6 G€
- Population : 36 (milliers)
- PIB/hab (2014) : 16 600€ (23% du niveau national)
- Conso ménages/hab : 10 400 € (56% du niveau national)
- Conso ménages/PIB : 64%
- Taux chômage : 35% (national = 9%)

2

Impacts du confinement sur la demande et la valeur ajoutée

Baisse de demande (*)	Consommation	Investissement	TOTAL
en millions d'euros	-24	-23	-47
en % du PIB			-8,8

(*) durant la période de confinement

Taux de croissance (en %)	Valeur ajoutée	
	Marchande	TOTALE
	-7,8	-5,7

1

Référentiel de l'évaluation

[A] Impacts du confinement* sur la consommation des ménages

Postes de demande	Poids dans la consommation en %	Impacts en %
Alimentation	17,1	-10
Produits manufacturés	33,4	-30
Services	38,5	-70
Transport	4	-60
Energie	7,0	-10
Ensemble	100,0	

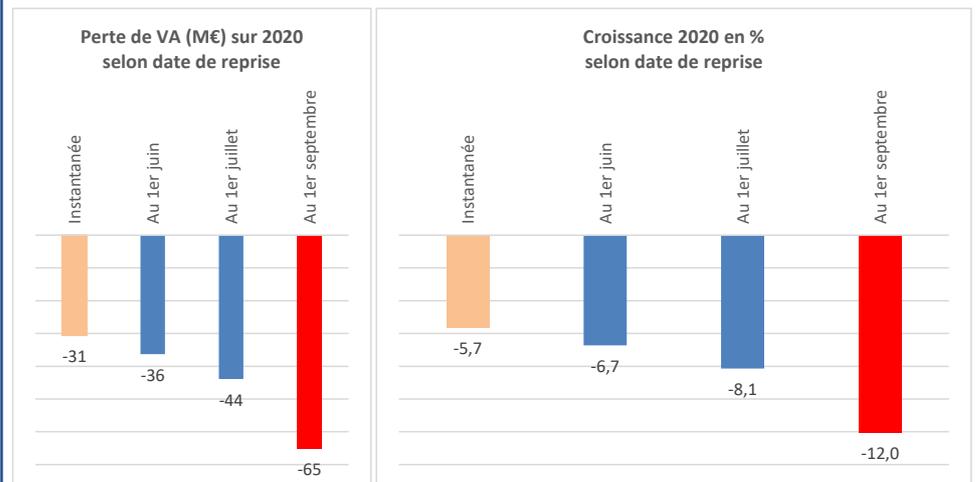
[B] Impacts du confinement* sur les investissements

Arrêt de la demande durant la période de confinement = 16% (soit 8/52) de recul des investissements.

* Pour mémoire : période de confinement = 8 semaines (du 16/03 au 11/05)

3

Impacts de la crise sur la croissance 2020 selon les dates de reprise



Fiche d'évaluation de l'impact économique du confinement

Saint-Barthélemy

- PIB (2014) : 0,37 G€
- Population : 9,7 (milliers)
- PIB/hab : 39 000 € (108% du niveau national)
- Taux chômage (2016) : 4% (national = 9%)

2

Impacts du confinement sur la demande et la valeur ajoutée

Baisse de demande (*)	Consommation	Investissement	TOTAL
en millions d'euros	-13	-3	-16
en % du PIB			-3,8

(*) durant la période de confinement

Taux de croissance (en %)	Valeur ajoutée	
	Marchande	TOTALE
	-5,7	-5,5

1

Référentiel de l'évaluation

[A] Impacts du confinement* sur la consommation des ménages

Postes de demande	Poids dans la consommation (*) en %	Impacts en %
Alimentation	17,1	30
Produits manufacturés	33,4	-40
Services	38,5	-60
Transport	4,0	-75
Energie	7,0	0
Ensemble	100,0	

(*) Base IPC Guadeloupe

[B] Impacts du confinement* sur les investissements

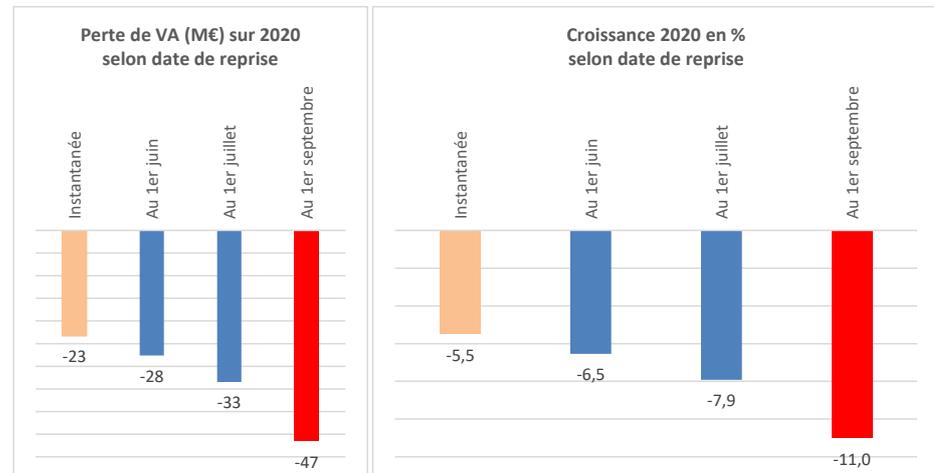
Hypothèse : chute de 20% de l'activité du BTP durant la période de confinement

[C] Estimation du PIB 2018 : 0,42 G€

* Pour mémoire : période de confinement = 8 semaines (du 16/03 au 11/05)

3

Impacts de la crise sur la croissance 2020 selon les dates de reprise



Fiche d'évaluation de l'impact économique du confinement



Guyane

Pour mémoire

- PIB (2018) : 4,2 G€
- Population : 291 (milliers)
- PIB/hab : 14 300 € (41% du niveau national)
- RDB ménages/hab : 10 600 € (52% du niveau national)
- Conso ménages/hab : 8 700 € (47% du niveau national)
- Conso ménages/PIB : 64%
- Emploi : 60 (milliers)
- Taux chômage : 19% (national = 9%)

1 Référentiel de l'évaluation

[A] Impacts du confinement* sur la consommation des ménages

Activités	Poids dans la consommation en %	Impacts en %
Agriculture	8,2	-1
Energie	1,7	-40
IAA	8,0	-10
Bien manufacturés	21,7	-30
Construction	9,2	-50
Transports	10,9	-50
Hébergement et restauration	3,7	-90
Information et communication	4,6	-15
Banques et assurances	1,3	-10
Activités immobilières	19,9	-20
Autres services marchands	10,8	-50
Ensemble	100,0	

[B] Impacts du confinement* sur les investissements

- Arrêt de la demande durant la période de confinement = 15% (soit 8/52 de recul des investissements).

[C] Hypothèses concernant le CSG

- Réduction de 25% de l'activité sur l'année 2020

* Pour mémoire : période de confinement = 8 semaines (du 16/03 au 11/05)

2 Impacts du confinement sur la production et la VA

Recul de l'activité par branches (hors CSG) par rapport à une même période sans confinement

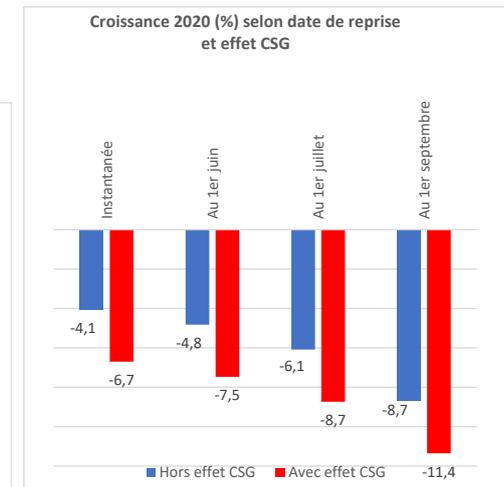
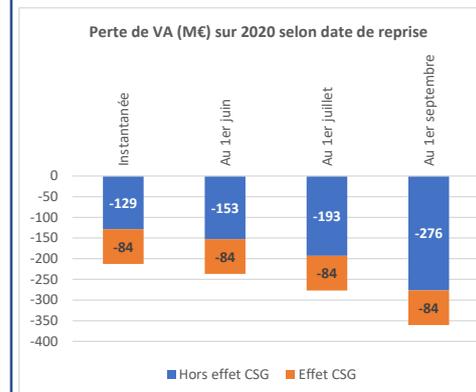
Activités	Production			Valeur ajoutée
	Poids dans la production totale en %	Recul de l'activité* (en %)	Pertes en M€	Pertes en M€
Agriculture	2,5	-11	-3	-3
Energie	2,9	-31	-8	-5
IAA	1,0	-24	-2	-1
Bien manufacturés	8,1	-32	-25	-8
Construction	11,6	-86	-95	-37
Commerce	9,5	-43	-38	-27
Transports	16,4	-20	-31	-4
Hébergement et restauration	1,5	-73	-10	-5
Information et communication	3,8	-27	-10	-6
Banques et assurances	1,9	-30	-6	-4
Activités immobilières	6,3	-22	-13	-14
Autres services marchands	8,4	-47	-37	-15
Administration et social	26,2	0	0	0
Ensemble	100,0	-29	-277	-129

(*) Durant la période de confinement

Perte de richesse (VA) imputable au confinement \approx 130 M€

3 Impacts de la crise sur la croissance 2020 selon les dates de reprise

Perte de richesse (VA) imputable au confinement et à la baisse de l'activité spatiale : entre 200 et 350 M€ selon le calendrier de reprise



Fiche d'évaluation de l'impact économique du confinement

La Réunion

Pour mémoire

- PIB (2017) : 18,6 G€
- Population : 860 (milliers)
- PIB/hab : 21 600 € (60% du niveau national)
- RDB ménages/hab : 17 000 € (83% du niveau national)
- Conso ménages/hab : 13 700€ (74% du niveau national)
- Conso ménages/PIB : 64%
- Emploi : 290 000 - Taux chômage : 24% (national = 9%)
- Recul de l'activité durant confinement : -28% (CEROM)

1 Référentiel de l'évaluation

[A] Impacts du confinement* sur la consommation des ménages

Activités	Poids dans la consommation en %	Impacts en %
Agriculture	4,2	-10
Energie	8,3	-30
IAA	15,5	-10
Biens manufacturés	22,8	-40
Construction	0,7	-50
Réparation auto	6,4	-80
Transports et entreposage	4,7	-60
Hébergement et restauration	4,8	-90
Information et communication	3,8	-10
Banques et assurances	2,2	-5
Activités immobilières	16,0	-10
Services spécialisés	2,7	-50
Autres activités de services	8,0	-10
Ensemble	100,0	

[B] Impacts du confinement* sur les investissements

Arrêt de la demande durant la période de confinement = -15% (soit 8/52)

* Pour mémoire : période de confinement = 8 semaines (du 16/03 au 11/05)

2

Impacts du confinement sur la production et la VA

Recul de l'activité par branches par rapport à une même période sans confinement

Activités	Production			Valeur ajoutée
	Poids dans la production totale en %	Recul d'activité* en %	Pertes en M€	Pertes en M€
Agriculture	1,5	-16	-9	-6
Energie et déchets	3,0	-44	-51	-41
IAA	4,4	-22	-39	-8
Biens manufacturés	4,8	-67	-125	-43
Construction	8,8	-90	-311	-140
Commerce	11,4	-51	-227	-143
Réparation automobile	3,5	-67	-93	-57
Transports	5,4	-63	-133	-43
Hébergement et restauration	2,2	-84	-74	-26
Information et communication	4,0	-28	-44	-26
Banques et assurances	4,1	-24	-39	-32
Activités immobilières	9,8	-18	-69	-75
Services spécialisés	7,2	-43	-120	-75
Administration et social	26,5	0	0	0
Autres services marchands	3,6	-14	-19	-21
Ensemble	100,0	-34	-1 332	-734

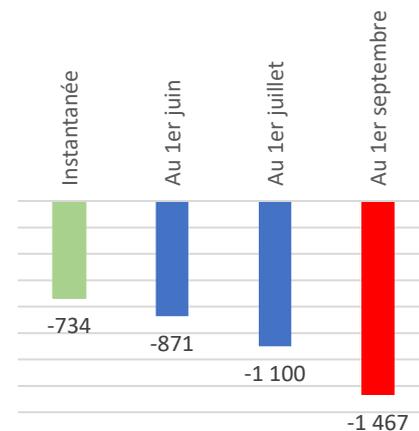
(*) Durant la période de confinement

Perte de richesse (VA) imputable au confinement \approx 730 M€

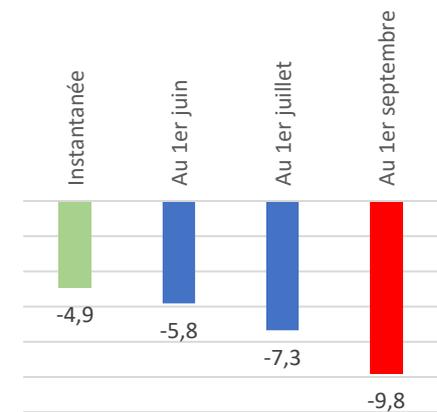
3

Impacts de la crise sur la croissance 2020 selon les dates de reprise

Perte de VA (M€) sur 2020 selon date de reprise



Croissance 2020 en % selon date de reprise



Mayotte

- PIB (2016) : 2,3 G€
- Population : 280 (milliers)
- PIB/hab : 8 300€ (23% du niveau national)
- RDB ménages/hab : 6 750 € (33% du niveau national)
- Conso ménages/hab : 4 600€ (25% du niveau national)
- Conso ménages/PIB : 55%
- Emploi : nd
- Taux chômage : 44% (national = 9%)

2

Impacts du confinement sur la demande et la valeur ajoutée

Baisse de demande (*)	Consommation	Investissement	TOTAL
en millions d'euros	-85	-55	-140
en % du PIB			-6,0

(*) durant la période de confinement

Taux de croissance (en %)	Valeur ajoutée	
	Marchande	TOTALE
	-9,9	-4,8

1

Référentiel de l'évaluation

[A] Impacts du confinement* sur la consommation des ménages

Postes de demande	Poids dans la consommation	Impacts
	en %	en %
Alimentation	27,2	-10
Produits manufacturés	29,8	-30
Services aux ménages	36,0	-70
Energie	7,0	-20
Ensemble	100,0	

[B] Impacts du confinement* sur les investissements

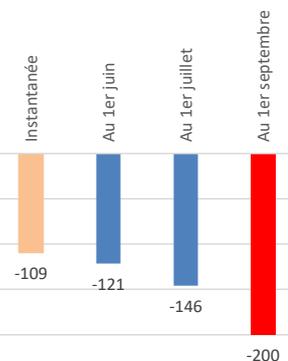
Arrêt de la demande durant la période de confinement = 16% (soit 8/52) de recul des investissements.

* Pour mémoire : période de confinement = 9 semaines (du 16/03 au 18/05)

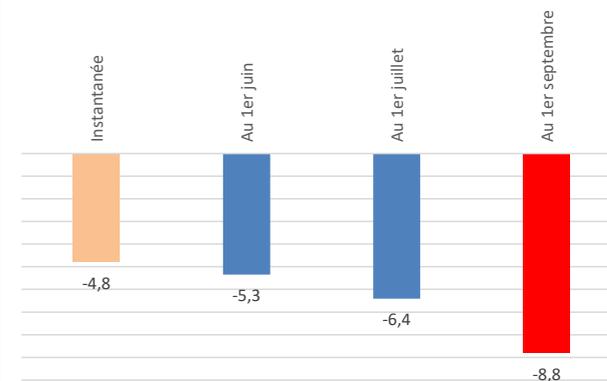
3

Impacts de la crise sur la croissance 2020 selon les dates de reprise

Perte de VA (M€) sur 2020 selon date de reprise



Croissance 2020 en % selon date de reprise



Fiche d'évaluation de l'impact économique du confinement

Polynésie française

Pour mémoire

- PIB (2018) : 5,2 G€
- Population (2018) : 277 (milliers)
- PIB/hab : 18 900 € (52% du niveau national)
- Conso ménages/hab : 11 300€ (61% du niveau national)
- Conso ménages/PIB : 58%
- Emploi : 87 (milliers) – Taux chômage : 22% (2012)
- Recul activité pendant confinement : 34% (source CEROM)
- Baisse du PIB : 3 points par mois de confinement (CEROM)

1 Référentiel de l'évaluation

[A] Impacts du confinement* sur la consommation des ménages

Activités	Poids dans la consommation en %	Impacts en %
AGRICULTURE - ELEVAGE	3,5	-50
PRODUITS DE LA MER	3,3	-50
IAA	22,9	-50
INDUS. BIENS DE CONSO.	10,3	-40
INDUS. BIENS D'EQUIPEMENT	3,7	-40
INDUSTRIES BIENS INTERMEDIAIRES	3,4	-40
EAU ET ELECTRICITE	2,7	-20
CONSTRUCTION	0,5	-70
TRANSPORTS	7,1	-15
ACTIVITES FINANCIERES	6,1	-10
ACTIVITES IMMOBILIERES	18,8	-20
POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	2,7	-10
AUTRES SERVICES AUX ENTREPRISES	0,7	-40
HOTELS ET RESTAURANTS	8,5	-90
AUTRES SERVICES AUX PARTICULIERS	5,9	-40
Ensemble	100,0	

[B] Impacts du confinement* sur les investissements

Arrêt de la demande durant la période de confinement = 12% (soit 6/52) de recul des investissements.

* Pour mémoire : période de confinement = 6 semaines (du 20/03 au 29/04)

2

Impacts du confinement sur la production et la VA

Recul de l'activité par branches par rapport à une même période sans confinement

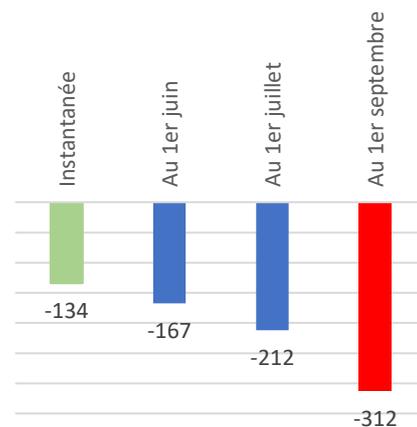
Activités	Production			Valeur ajoutée
	Poids dans la production totale en %	Recul d'activité* en %	Pertes en M€	Pertes en M€
AGRICULTURE - ELEVAGE	1,1	-48	-5	-3
PRODUITS DE LA MER	2,5	-32	-7	-5
INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES	3,4	-56	-17	-8
INDUSTRIE BIENS DE CONSOMMATION	1,1	-32	-3	-1
INDUSTRIE BIENS D'EQUIPEMENT	0,8	-91	-7	-3
INDUSTRIES BIENS INTERMEDIAIRES	1,4	-53	-7	-2
EAU ET ELECTRICITE	3,3	-24	-7	-4
CONSTRUCTION	6,4	-95	-54	-19
COMMERCE	8,4	-56	-42	-23
TRANSPORTS	10,0	-10	-9	-4
ACTIVITES FINANCIERES	3,5	-14	-4	-4
ACTIVITES IMMOBILIERES	9,9	-20	-18	-16
POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	3,0	-15	-4	-3
AUTRES SERVICES AUX ENTREPRISES	10,3	-22	-20	-18
HOTELS ET RESTAURANTS	7,0	-41	-26	-13
AUTRES SERVICES AUX PARTICULIERS	3,1	-32	-9	-7
ADMINISTRATIONS, santé, éducatif, social	24,8	0	0	0
Ensemble	100,0	-35	-237	-134

Perte de richesse (VA) imputable au confinement \approx 130 M€

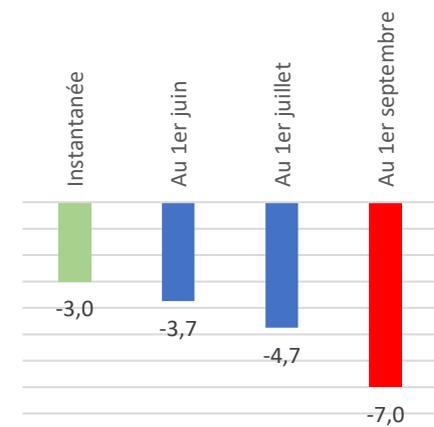
3

Impacts de la crise sur la croissance 2020 selon les dates de reprise

Perte de VA (M€) sur 2020 selon date de reprise



Croissance 2020 en % selon date de reprise



Fiche d'évaluation de l'impact économique du confinement

Nouvelle-Calédonie

Pour mémoire

- PIB (2018) : 8,6 G€
- Population (2019) : 271 (milliers)
- PIB/hab (2018) : 30 500 € (85% du niveau national)
- Emploi : 66 (milliers)
- Perte de VA confinement : entre 234 et 352 M€ (CEROM)
- Baisse du PIB : 3,6% (CEROM)



1 Référentiel de l'évaluation

[A] Impacts du confinement* sur la consommation des ménages

Activités	Poids dans la consommation en %	Impacts en %
Agriculture...	3,5	-10
IAA	16,6	-10
Minerais de nickel	0,0	0
Mattes et ferronickels	0,0	0
Industries diverses	18,7	-40
Produits de l'énergie	7,2	-50
Bâtiments et travaux publics	1,3	-80
Réparation automobile	1,4	-80
Services d'hôtellerie et de restauration	6,2	-95
Transports et des télécommunications	7,6	-90
Banques et assurances	1,2	-20
Services immobiliers	11,3	-10
Services spécialisés	1,5	-40
Services aux ménages	23,6	-80
Ensemble	100,0	

[B] Impacts du confinement* sur les investissements

Baisse de 75% de la demande durant la période de confinement = 6% (soit 3/52) de recul des investissements.

* Pour mémoire : période de confinement = 4 semaines (du 23/03 au 20/04)

2

Impacts du confinement sur la production et la VA

Recul de l'activité par branches par rapport à une même période sans confinement

Activités	Production			Valeur ajoutée
	Poids dans la production totale en %	Recul de l'activité* en %	Pertes en M€	Pertes en M€
Agriculture...	1,9	-15	-5	-3
IAA	2,8	-15	-7	-3
Minerais de nickel	4,2	0	0	-1
Mattes et ferronickels	6,4	0	0	0
Industries diverses	5,5	-37	-35	-14
Produits de l'énergie	4,8	-24	-20	-4
Bâtiments et travaux publics	17,9	-49	-150	-52
Commerce	9,1	-30	-48	-32
Réparation automobile	1,0	-41	-7	-2
Services d'hôtellerie et de restauration	3,1	-48	-26	-11
Transports et des télécommunications	7,1	-34	-41	-21
Banques et assurances	1,1	-27	-5	-3
Services immobiliers	6,8	-16	-19	-15
Services spécialisés	8,7	-33	-49	-34
Services aux ménages	8,9	-52	-79	-48
Services d'administration publique	10,6	0	0	0
Ensemble	100,0	-32	-492	-244

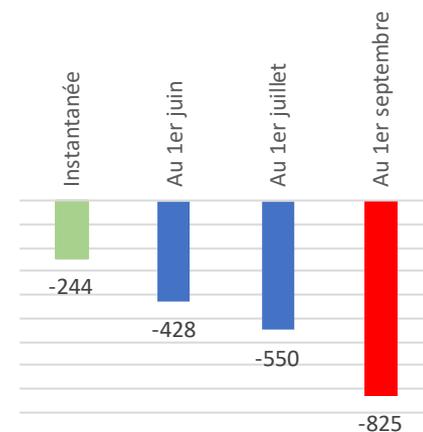
(*) Durant la période de confinement

Perte de richesse (VA) imputable au confinement \approx 240 M€

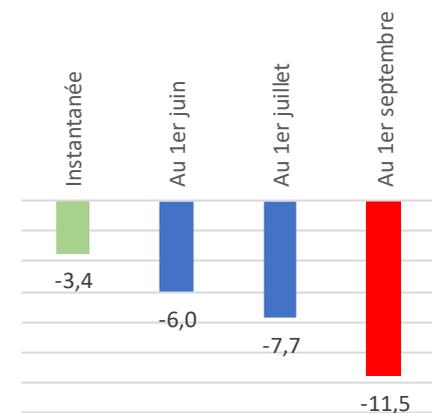
3

Impacts de la crise sur la croissance 2020 selon les dates de reprise

Perte de VA (M€) sur 2020 selon date de reprise



Croissance 2020 en % selon date de reprise



Fiche d'évaluation de l'impact économique du confinement

Wallis-et-Futuna

- PIB (2004) : 0,15 G€
- Population (2018) : 11,6 (milliers)
- PIB/hab (2004) : 10 100€
- Pas de cas de Covid (au 05/05/20)
- Pas de confinement intérieur

2 Impacts du confinement sur la valeur ajoutée

	Valeur ajoutée	
	Marchande	TOTALE
Taux de croissance (en %)	-3,7	-1,7

1

Référentiel de l'évaluation

[A] Estimation PIB 2018

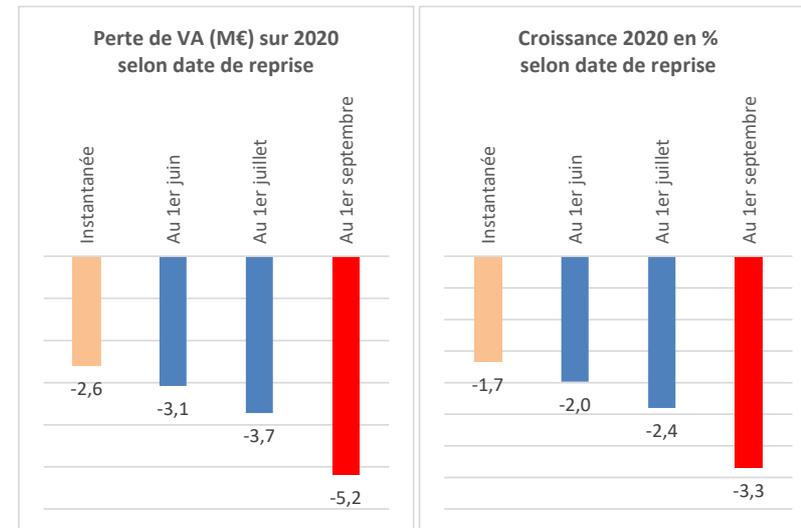
- Absence de gains de productivité entre 2004 et 2018
- La valeur ajoutée croît comme l'emploi (connu en 2004 et 2018)
- PIB 2018 estimé : 169 M€ (VA non marchande = 51% du PIB)

[B] Impacts du confinement extérieur sur l'activité

- Le confinement extérieur se traduit par une baisse de 30% de l'activité du commerce et des services marchands.
- Le recul de l'activité dans l'hôtellerie, la restauration, les agences de voyage et les services connexes est estimé à 80%.

3

Impacts de la crise sur la croissance 2020 selon les dates de reprise



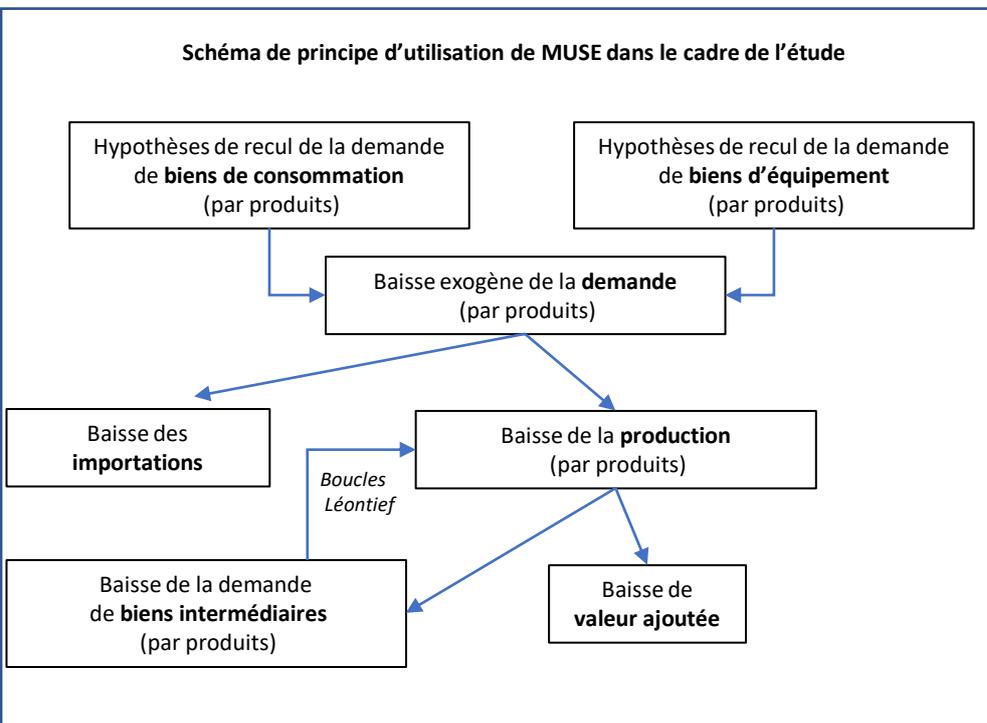
L'impact du confinement sur la croissance a été estimé au moyen de modèles. Ces modèles diffèrent selon les géographies :

- MUSE (Modèle universel de simulations économiques) pour la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, la Réunion, la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie ;
- Modèles spécifiques conçus et développés dans le cadre de cette étude pour les autres géographies (Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Saint-Pierre et Miquelon et Mayotte).

Présentation du modèle MUSE

Conçu et développé par DME, MUSE est un modèle multisectoriel de type Keynes-Léontief permettant d'évaluer, entre autres, l'impact de chocs exogènes (positifs ou négatifs) sur la plupart des économies ultramarines (voir liste ci-dessus).

Schéma de principe d'utilisation de MUSE dans le cadre de l'étude



Présentation des modèles pour les géographies hors champ MUSE

Dans ces géographies (voir liste ci-contre), le système d'informations statistiques ne permet pas de confectionner des comptes économiques détaillés (par branches et par produits).

Dans ces conditions, on ne dispose que d'un équilibre emplois-ressources des biens et services distinguant « deux produits » : marchand et non marchand.

Dans le secteur marchand :

- Les importations sont réputées strictement complémentaires au PIB ;
- Les exportations sont exogènes ;
- La consommation dépend du total de la valeur ajoutée.

Dans ces conditions, le modèle est amorcé avec un choc de demande exogène affectant la consommation et l'investissement. Le total de la VA marchande est calculé par itérations successives jusqu'à obtenir un équilibre entre les ressources (PIB et importations) et les emplois (Consommation des ménages et des administrations, investissement et exportations).